

A69 : le Conseil d'État déteste t'il la planète ?

Le Conseil d'État a validé le 29 juin le projet contesté depuis plus de 15 ans d'autoroute entre Castres et Toulouse. Il a ainsi considéré que ce projet était motivé par une « raison impérieuse d'intérêt public majeur » alors que les débats ont au contraire démontré que l'A69 n'était rien d'autre qu'un projet parfaitement inutile, écocide et répondant aux seuls besoins des intérêts économiques et des plus riches.

Alors que le pays vient de connaître l'une des pires canicules de son histoire, le Conseil d'État a donc décidé que les zones humides et les forêts qu'on rase, la biodiversité que l'on détruit et les cours d'eau qu'on dévie pèsent peu face aux intérêts économiques et politiques à très courte vue. Que seules l'artificialisation, le bitumage et les intérêts d'industriels comme le groupe Pierre Fabre avaient droit de cité, alors que le bassin économique de Castres Mazamet n'est absolument pas sinistré ni enclavé. Surtout, des alternatives crédibles existent, à commencer par le transport ferroviaire qu'il faudrait justement renforcer substantiellement. Tout cela a été balayé par cette décision dangereuse du Conseil d'État.

En se plaçant résolument du côté de ceux qui détruisent le vivant dans l'espoir de récolter des profits supplémentaires, la plus haute juridiction administrative française tourne le dos aux impératifs écologiques de son époque. Plutôt que de défendre le vieux monde productiviste d'avant les canicules, le Conseil d'État avait la possibilité de faire primer les intérêts de la planète qui l'héberge. Il ne l'a pas fait et c'est hautement regrettable. Espérons qu'une possible saisine de la Cour de Justice de l'Union Européenne permettra à celle-ci de corriger le tir d'autant que le droit européen est nettement plus progressiste.

L'Union syndicale Solidaires est plus que jamais déterminée à poursuivre le combat d'une écologie protectrice pour qu'advienne un monde respectueux de la planète et donc de l'humain, sans projets écocidaire. Pour notre santé, pour notre sécurité, pour la planète et même pour notre porte-monnaie, il nous faut moins de routes, plus de trains !

Paris le 1^{er} juillet 2026